

26 oct 2007 -11:00

Appartient à [Conseil des ministres du 26 octobre 2007](#)

Diplomatie préventive

Financement d'initiatives en matière de diplomatie préventive

Financement d'initiatives en matière de diplomatie préventive

Sur proposition de M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a marqué son accord pour financer, sur le budget 2007 du SPF Affaires étrangères, les initiatives suivantes en matière de diplomatie préventive :

1. Consolidation de la paix et commerce de diamant – Processus de KimberleyLe Schéma de Certification du Processus de Kimberley (KPCS) est un accord de coopération instauré afin de bannir les diamants de conflits du commerce international de diamants. La Commission européenne, en tant que présidente actuelle du KPCS, organisera au Palais d'Egmont la session plénière annuelle. Cette session sera précédée par un séminaire à destination des ONG et institutions locales. Les deux évènements auront lieu du 3 au 8 novembre, dans le Palais d'Egmont à Bruxelles.
2. Gestion efficace et équitable des richesses naturelles — AfriqueL'International Land Coalition (ILC), une coalition internationale œuvrant pour l'accès à la terre, organisera à Nairobi (Kenya), fin octobre 2007 une réunion panafricaine ayant pour thème le développement d'une stratégie régionale pour l'accès à la terre et la prévention des conflits.
3. Gestion efficace et durable des richesses naturelles - RDCLe Columbia Law School Human rights Clinic entreprendra un audit indépendant des contrats miniers en RDC. Le Carter Center soutiendra en même temps la commission interministérielle et les Autorités congolaises dans leur propre exercice d'audit et dans les éventuelles révisions de ces contrats. Aussi, un dialogue transparent entre toutes les parties sera stimulé.
4. Développement des capacités et renforcement de la société civile — RDCCe projet contribuera à une solution locale et durable pour les enjeux liés au retour des réfugiés et autres déplacés internes dans leur pays ou région d'origine.
5. Médiation dans les conflits imminents et en cours – processus de dialogue de paix et de réconciliation (inter)nationale – gestion de crise — Soudan/BelgiqueA la demande des autorités soudanaises, dix jeunes diplomates soudanais (5 du Sud et 5 du Nord) suivront un programme de formation d'une semaine organisé en étroite collaboration avec l'Institut Egmont.
6. Construction / renforcement d'un appareil de sécurité légitime et efficace — TchadLes NU soutiendront le gouvernement tchadien à la création et à la formation d'une force de police spéciale, qui sera chargée du maintien de l'ordre dans les camps de réfugiés et les zones assimilées, qui guidera des missions humanitaires et qui garantira la libre circulation du personnel humanitaire. Cette contribution des NU est une « flanking measure » de l'opération PESD que mènera l'UE.
7. Opération de déminage et non-prolifération — Landmine MonitorL'Observatoire international pour les Mines antipersonnel peut être considéré comme une autorité sur le plan du suivi des politiques sur les mines antipersonnel. Chaque année, nous contribuons au financement du rapport annuel via l'ONG Handicap International.
8. Respect et conscientisation aux droits de l'homme — MoldavieL'OIM souhaite réunir diverses instances de 12 Etats-membres de l'UE afin d'échanger leurs connaissances et leurs meilleures pratiques en vue de renforcer leurs capacités dans le cadre de la lutte contre le trafic des êtres humains. L'activité principale sera un

séminaire de 'networking' et de formation en Moldavie.

9. Respect et conscientisation aux droits de l'homme – Portail droit humanitaire internationalL'ONG Humanitarian Policy and Conflict Research (HPCR) veut développer un portail d'accès à internet francophone axé sur le droit humanitaire international, d'une part basé sur des enquêtes et un réseau d'information propres et, d'autre part, relié au portail d'accès déjà existant en anglais.

10. Construction d'une société démocratique, soutien aux processus participatifs – BelgiqueLe Centre interdisciplinaire d'Etudes de l'Islam dans le Monde contemporain (CISMOC) organise un séminaire où un certain nombre de questions relatives aux transformations du monde du chiisme seront débattues du point de vue idéologique et organisationnel ainsi que du point de vue des relations avec le sunnisme et avec l'Occident.

11. Consolidation de la paix et médias – AfghanistanAu travers d'un programme radiophonique populaire, des messages éducatifs au sujet de la prévention des conflits et de l'arbitrage sont diffusés 6 fois par semaine. Ces émissions sont complétées par des programmes éducatifs hebdomadaires ainsi qu'un magazine illustré mensuel tiré à 4.000 exemplaires. Une attention toute particulière est portée aux situations quotidiennes de la campagne afghane, au monde des enfants et aux thèmes féminins.

12. Construction / renforcement des institutions publiques, promotion de la bonne gouvernance - AfghanistanL'ONG belge Solidarité Afghanistan Belgique vise à améliorer la qualité de l'enseignement afghan, via des formations, en concevant des instruments d'appréciation et d'évaluation, conduisant des études d'impact et établissant des recommandations pour le ministère afghan de l'Education.

13. Développement des capacités et renforcement de l'état de droit - RussieL'asbl Pax Christi Vlaanderen souhaite renforcer la société civile russe et y promouvoir la tolérance. Ce projet est mené conjointement avec deux organisations russes. L'objectif de ce projet est de faire prendre conscience les jeunes citoyens russes de leurs droits, de promouvoir la tolérance par la non-violence et de renforcer les associations locales dans leur activités de consolidation de la paix.

14. Opérations de déminage et non-prolifération – Small Arms SurveyL'institut de recherche suisse Small Arms Survey publie chaque année un rapport qui fait autorité dans le domaine de la prolifération des petites armes et armes légères. Cet ouvrage est édité sous la forme d'un livre.

15. Opérations de déminage et non-prolifération – JordanieLa 8e Conférence des Etats-parties à la Convention sur l'Interdiction des Mines antipersonnel se tiendra en Jordanie du 18 au 22 novembre 2007. La Belgique participera aux frais de suivi administratif et financier par le biais du Centre de Déminage humanitaire international de Genève (GICHD).

16. Médiation dans les conflits imminents et en cours – processus de dialogue de paix et de réconciliation (inter)nationale – gestion de crise – Moyen-OrientLe projet Partners for Dialogue – EMES Forum, proposé par le Collège d'Europe, est un programme d'étude sur la coopération entre l'Union européenne, Israël et les Territoires palestiniens. Il réunira des étudiants du Collège d'Europe et des étudiants en Affaires européennes israéliens et palestiniens qui se pencheront, au cours d'ateliers de travail et de débats, sur les enjeux de la coopération entre l'Europe et le Moyen-Orient.

17. Réparation des dommages causés par un conflit – Moyen-OrientCeci est une initiative de centaines de familles israéliennes et palestiniennes endeuillées par la perte de parents proches dans le conflit. Les membres de l'Association (par paire, un de chaque communauté) se rendent dans les établissements scolaires israéliens et palestiniens pour dialoguer avec les lycéens de 17-18 ans au départ de leur histoire personnelle.

18. Construction d'une société démocratique, soutien aux processus participatifs – MongolieCe projet a été développé par l'ONG mongole MONES (Mongolian Women's Fund) et a pour objectifs : de sensibiliser la population de ces provinces rurales au problème de la violence domestique, de renforcer l'assistance juridique aux victimes dans les zones visées et de développer les capacités et l'expertise des instances juridiques dans ces régions.

19.

Respect et conscientisation aux droits de l'homme - ICJL'International Commission of Jurists (ICJ) a développé en 2006 le programme Global Security & Rule of Law, dans le but de persuader les gouvernements engagés dans la lutte contre le terrorisme que les mesures anti-terroristes doivent respecter les règles de droit, les droits de l'homme et le droit humanitaire. 20. Opérations de déminage et non-prolifération - ColombieL'United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) vise à améliorer la capacité de l'Etat colombien à répondre dans le cadre de la lutte contre les petites armes. Des stratégies de formation, d'information, de promotion, d'assistance technique et de régulation seront développées à destination des différentes institutions nationales. 21. Construction d'une société démocratique et soutien aux processus participatifs - TurquieCe projet consiste en un sondage pour découvrir la manière dont la jeunesse turque perçoit les autorités, la participation, les jeunes politiciens ou encore comment elle se perçoit elle-même.Ce sondage permettra également de dégager les exigences, les questions prioritaires et les perceptions de la jeunesse envers l'UE, les USA et les questions globales.22. Développement des capacités et renforcement de la société civile - SerbieLe projet est développé par la fondation publique hongroise Chance for Stability en étroite collaboration avec l'ONG locale « Vojvodina Centre for Human Rights », les autorités provinciales de Vojvodine et la ville de Novi Sad. Il a pour objectif d'améliorer la confiance interethnique de la population de la Province autonome de Vojvodine.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe